

Depuis un certain nombre d'années, il s'est fait des deux côtés de l'Atlantique des efforts pour effectuer une réforme dans le calcul du temps. La mesure de succès qu'a obtenue ce mouvement est de nature à surprendre, quand on songe que les changements proposés portent sur les usages de la société, et s'attaquent à des coutumes vieilles de plusieurs siècles.

Avec l'introduction des moyens de communication rapide, ont commencé de nos jours de nouvelles conditions d'existence, différentes de celles qui régnaient auparavant. En effet, jusqu'à il y a quelques années, il semblait tout naturel que des localités séparées par quelques milles de longitude seulement, eussent des heures différentes les unes des autres. Quand l'établissement d'une ligne de chemin de fer eût mis en rapports intimes plusieurs localités, ces différentes prétendues heures locales se trouvèrent une source de confusion pour l'administration ; afin de garantir la vie et la propriété dans le service intérieur du chemin, ainsi que de pourvoir à la commodité du public voyageur, il devint nécessaire d'adopter une heure uniforme, qui fût appelée l'heure du chemin de fer ; c'est-à-dire, les différentes heures locales qui régnaient aux nombreux endroits traversés par la ligne furent réduites à une heure unique, commune à tous ces endroits.

A mesure que les chemins de fer se sont multipliés, l'unification de l'heure est devenue plus en plus indispensable, et on n'a pas tardé à comprendre que les avantages de l'unification seraient proportionnels à l'étendue de territoire où elle régnerait. Finalement il devint clair que l'unification de l'heure pourrait avec avantage s'étendre à tout un continent ou à tout le globe. Et des études démontrèrent qu'aucune loi de la nature ni aucun principe de la science ne s'en trouverait violé.

La proposition de remplacer les innombrables heures locales par une notation unique, synchrone dans toutes les longitudes, semblait participer de l'utopie. Pour plusieurs c'était une innovation révolutionnaire, parce qu'elle venait en conflit direct avec les coutumes et les habitudes d'esprit que nous tenons de l'antiquité. Quoi qu'il en soit, la vapeur et l'électricité, ces deux puissances qui ont coopéré à de si étonnants changements dans les affaires humaines, ont imposé à notre attention la question de l'heure et de sa notation, et ont rendu nécessaire un nouvel état de choses qui réponde sous ce rapport aux nouvelles conditions de la vie quotidienne.

Si nous nous rendons compte de la nature et des attributs de ce que nous appelons le temps, nous nous apercevons qu'il est totalement indépendant des corps et ne tombe aucunement sous l'influence de l'espace ou de la distance ; qu'il n'est nullement affecté par les lieux ; que c'est essentiellement une unité absolue ; que deux temps ne sauraient coexister, et que le temps ne saurait être divisé en deux parties constituant des entités distinctes, comme peuvent être divisées les choses matérielles. Si cette idée du temps est vraie, il ne saurait y avoir de base à la théorie de temps locaux. On peut donc écarter les usages ordinaires basés sur cette théorie comme n'ayant pas de raison d'être, et dès lors devient possible pour le calcul du temps un système uniforme s'étendant à tout le globe.

C'est d'à peu près quatorze ans que date le premier effort fait pour introduire en cela une réforme de nature à répondre aux besoins de notre âge. Quelque fût le système qui serait finalement adopté, il fut admis qu'il devait être basé sur le principe fondamental que *le temps est unique*. Il fut aussi admis qu'il serait bon qu'on n'eût qu'une seule manière de calculer le temps, commune à toutes les nations ; et à cette fin il devint nécessaire d'établir un zéro commun et une unité chronométrique.

Avec cet objet en vue, plusieurs corps savants d'Europe et d'Amérique se mirent à s'occuper de la question, et, pénétré de la vaste importance de la chose, on arriva à la conclusion que l'unité chronométrique devait être une mesure simple et pouvant servir de norme perpétuelle à l'usage de la famille humaine toute entière. On sentit aussi qu'il était fort à désirer, sinon indispensable, que toutes les nations consentissent à la reconnaître.

Il fut en conséquence proposé, à un congrès géographique international qui eut lieu à Venise en 1881, et confirmé à Rome deux ans plus tard, à un congrès géodésique, qu'il conviendrait d'inviter le gouvernement des États-Unis à convoquer une conférence de représentants autorisés des gouvernements de toutes les nations civilisées,